

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19680 - 76ÈME ANNÉE

La COVID-19 bouleverse des certitudes bien établies

Confinement en France, fin de l'état d'urgence sanitaire à Madagascar : Qui est riche ? Qui est pauvre ?



Antsohiy, province Sofia à Madagascar, le 18 octobre dernier lors d'une visite officielle du chef de l'État.

Dans une déclaration solennelle, et plus de 200 morts sont à dé- le président de la République a plorer en 24 heures. Quel bouleverse des certitudes bien le président de la République a plorer en 24 heures. Quel établies. Qui est riche ? Qui est annoncé le retour du confinement en France jusqu'au 1er décembre. La France fait face à des dizaines de milliers de nouveaux cas de COVID-19 par jour

contraste avec Madagascar qui vient de sortir de l'état d'urgence sanitaire, avec un retour à une vie sans coronavirus à portée de main. Décidément, la COVID-19

Qui est pauvre ? La pandémie de coronavirus rappelle que l'argent est une valeur bien trop réductrice pour évaluer la richesse d'un pays.

Emmanuel Macron a dressé un tableau catastrophique de la situation sanitaire de la France lors d'une déclaration diffusée à la télévision ce 28 octobre. Ce sont 400.000 morts supplémentaires si rien n'est fait ! En 24 heures, plus de 200 morts sont à déplorer. Ces derniers jours, le nombre de nouveaux cas quotidiens de COVID-19 a dépassé à plusieurs reprises la barre des 50.000, pour plus de 34.000 cas de coronavirus lors des dernières 24 heures en France. Emmanuel Macron décrit une seconde vague qui sera plus meurtrière que la précédente.

Crise sanitaire toujours plus grave en France

La crainte est une saturation si importante des hôpitaux qu'un tri devrait être opéré pour désigner quel patient sera soigné, et quel patient sera condamné. Afin de limiter à 9.000 le nombre de personnes soignées en réanimation simultanément dans toute la France, le président de la République a décidé le confinement de ce pays à partir de ce soir, jusqu'au 1er décembre. La différence avec le premier confinement est de laisser travailler de nombreuses entreprises non-essentiels, de laisser les écoles, collèges et lycées ouverts notamment. Les rassemblements seront donc interdits, alors que les étudiants ne pourront s'organiser puisque les Universités seront fermées en France. Manifestement, le pouvoir reconnaît une rapide aggravation de la situation sanitaire et d'importantes et durables restrictions sont à attendre, d'autant plus que le maintien de l'activité de l'économie reste une priorité. Le message est clair, il faudra tenir en France jusqu'au vaccin prévu peut-être pour l'été septentrional, soit dans au moins 8 mois.

Victoire contre la COVID en vue à Madagascar

Le contraste est saisissant avec la situation chez nos voisins à Madagascar. Le 18 octobre dernier, lors de sa conférence de presse hebdomadaire, le président de la République malgache a annoncé le fin de l'état d'urgence sanitaire. Depuis plusieurs semaines, la situation sanitaire s'est considérablement améliorée. Cette photo a d'ailleurs été prise à Antsohihy, province Sofia, le 18 octobre dernier lors d'une visite officielle du chef de l'État.

Cela a permis l'organisation des épreuves écrites et orales des examens CEPE, BEPC et Baccalauréat notamment.

Ce sont d'autres sujets que le coronavirus qui font la « une », notamment la lutte contre la famine dans le Sud de Madagascar. Dans les reportages de la télévision malgache, le port du masque n'est plus systématique, voire absent. Ceci contraste fortement avec la politique menée depuis le mois de mars. La guerre contre le coronavirus avait été déclarée, et des mesures très restrictives ont été prises pour juguler l'épidémie. Malgré l'absence d'une couverture sociale universelle, et un système de santé qui n'a rien à voir avec celui d'un pays occidental, la catastrophe sanitaire que certains annonçaient à Madagascar n'a pas eu lieu.

Lorsque le président Rajoelina annonça la découverte par l'Institut médical de recherches appliquées d'un remède contre le coronavirus, nombreux furent les doutes exprimés en Occident sur le Covid-Organics. Pendant ce temps, une vingtaine de pays africains ont pris livraison de Covid-Organics, et l'OMS soutient les efforts de recherche de Madagascar dans ce domaine.

Compte tenu de l'ampleur de la pauvreté à Madagascar, de la nécessité de sortir travailler tous les jours pour se nourrir, de l'absence d'une Sécurité sociale universelle, il est évident que le Covid-Organics seul ne peut expliquer l'amélioration de la situation sanitaire chez nos voisins. Elle semble

pourtant bien réelle, au point que le chef de l'État puisse quitter temporairement le pays pour une visite d'ordre privée en Europe.

L'argent juste mesure de la richesse ?

Rappelons que les statistiques de Madagascar homologuées par l'Organisation mondiale de la Santé indiquent moins de 17.000 cas et 244 décès depuis le mois de mars, soit l'équivalent du nombre de nouveaux cas et de décès en France pour une seule journée ! Selon l'OMS, la France dénombre 1,2 million de cas et plus de 35.000 décès depuis l'arrivée reconnue du premier cas de COVID-19 sur son territoire.

Manifestement, la pandémie de COVID-19 bouleverse des certitudes que certains croyaient établies. Ce n'est pas la première fois, et sûrement pas la dernière, que l'espèce humaine est confrontée à un virus qui peut être mortel. Ces épidémies font partie de la vie, elle contribue à l'évolution de l'espèce, indispensable à sa survie.

Mais ces dernières décennies, les épidémies causées par des virus mortels se transmettent dans l'air ne faisant plus partie du quotidien d'un Occidental. Pour les habitants des pays européens ou des USA, ces épidémies, c'était à la télévision dans des pays pauvres ou alors dans les pays émergents en Asie. Or, ce sont précisément ces pays dits riches qui sont les plus touchés, et de loin, par la pandémie de COVID-19.

Qui est riche ? Qui est pauvre ? La pandémie de coronavirus rappelle que l'argent est une valeur bien trop réductrice pour évaluer la richesse d'un pays. La vie humaine n'est-elle pas plus importante ?

M.M.

Edito

Polynésie : nouveau nid à déchets ?

Les eaux turquoise du paysage paradisiaque que nous voyons en photo laissent vite place à des déchets sortis de l'eau. C'est un véritable désastre environnemental. Les décharges sauvages se multiplient, menaçant la santé des habitants. Perdu dans le Pacifique, ce lagon bleu à l'abri des regards, est un panorama très éloigné de la carte postale que nous voyons.

Les décharges prennent forme où tout est mélangé, gravats, déchets verts ou toxiques... Et dire qu'il y a si peu de temps c'était une belle lagune. Aujourd'hui, elle est jonchée de déchets. C'est une eau souillée polluant les terres et surtout le lagon, réputé pour la plongée. Pourquoi un tel désastre ? Il n'y a rien pour recycler et trier les déchets car cela est trop cher. La seule alternative, les évacuer par bateau jusqu'à la capitale. Une solution coûteuse car le seul centre de tri est très éloigné mais rien n'est recyclé sur place, car il y a trop peu de déchet par gisement. Tout doit être exporté. En 2020, les destinations principales de ces déchets sont la nouvelle Zélande, Malaisie et Corée du Sud

Au final, ces déchets font le tour du monde et résultat, le recyclage est 5 voire 10 fois plus cher qu'en hexagone, ce qui font basculer certaines communes dans l'illégalité. Ainsi, plusieurs municipalités tassent leurs déchets et malheureusement, le site arrive vite à saturation. En France, les Mairies doivent pourtant traiter leurs ordures, c'est une obligation légale.

Enfuir des déchets n'est pas la seule solution ni la meilleure, mais quand on impose à des communes de traiter les déchets et qu'elles n'ont pas les moyens financiers de les faire, cela devient vite problématique. L'Etat ne peut pas imposer un cadre juridique s'il ne donne pas les moyens d'y arriver. Cela n'est pas suffisant pour les associations écologistes car en Polynésie, 30 % des déchets finissent dans la nature... il y a donc urgence !

Bertrand Ancelly

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21
Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Otè

La fète lalang épi la kiltir kréol ? L'ané proshène, ni romète sa ! Fransh vérité !

Mé zami, souvan dé foi, mi yèmré i pran lé shoz o sèryé. I pé pa plézant dsi tout zafèr kant mèm, tourn tout a la rigolad. Néna lo sakré épi lo sèryé, ébin sa, sanm pou moin, i pé pa tourna la gaskonade. A moins ké ni pran pa nou o sèryé, ni préfèr fé rir d'nou plito ké mète anou in pé anlèr.

Néna poin lontan in gran lémisyon téi di : Koman i rokonète in rényoné, kisoï son zong lé gran, kisoï li néna onz doi d'min... Moin la fine anparl sa mé mi pans ak la poz késtyon konmsa, sa i rolèv pa li. Astèr si li di koman i rokoné in zorèye ? Mé mi sava pa di in n'afèr konmsa pars la bou konm i di i tonm dsi moin épi dsi mon zoinal Témoignaz. Mi vé pa la bou ni pou mwin, ni pou li.

Pwin final avèk sa ! Astèr mi kalkil in kou dann nout kalandriyé néna désèrtènn fète i kont bonpé pou nou, kisoï bann fète komèrsyal, kisoï bann fète kiltirèl, kisoï d'ot ankor. Antansyon mi di pa i fo fé la mine matin o soir, fé konmsi ou l'asiz dsi in boi pointi, i pé rir, i pé sourir, é tazantan mèm nout devoir sé d'koz sèryèzman. Yèr té la fète la lang épi a kiltir kréol. Sa lé inportan sa ! I fo ni done anou in tan pou rofléshi dsi l'afèr bien konm k'i fo mé moin la ékout in bonpé radyo, lété arienk apré fé la galéjade konm bann marsyé i di. Lé vré moin la antann galman bann zésplikasyon sèryé par bann moun sèryé é sa la fé plézir amoin.

Kisa téi di ankor mi dépèsh amoin pou ri pou tout zafèr pars moin la pèr an pléré ? Sa i doi z'ète in moun konm La fontaine sa mé alon pass la dsi, mé mi partaz pa poinnvizé-la san pour san. Ri in pé tazantan lé bon pou la santé-ié dékontrak bann misk zigomatik-, mé ri toultan é demoun va pans ou néna in, gronouy l'aprè s digdig aou dan la tête... i pé di osi in kankrola dann plafon... Mi souvien néna dé trwa somenn moin la parti oir in pyèss komik an kréol rényoné. Mi pé jir azot par moman moin té tris mé moin la mazine final de kont té moin lété bonzour tristèss é sak téi ri zot la bien soulaz zot sousi. Sa sé in n'afèr k'i fo fèr tazantan.

Alé, mi kal in kou landroi moin l'arivé é sinplomman ni rodi, rant nou, la fète la lang épi la kiltir kréol sa in gayar fète sa ! L'ané proshène ni romète sa !

Justin